



HAL
open science

Menaces sur le nous. De l'usage problématique des pronoms dans le discours politique français contemporain

Camille Bouzereau, Damon Mayaffre

► **To cite this version:**

Camille Bouzereau, Damon Mayaffre. Menaces sur le nous. De l'usage problématique des pronoms dans le discours politique français contemporain. Les cahiers de praxématique, 2022, 10.4000/praxématique.7778 . hal-03904874

HAL Id: hal-03904874

<https://hal.science/hal-03904874v1>

Submitted on 17 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Menaces sur le *nous*. De l'usage problématique des pronoms dans le discours politique français contemporain

Threats to the nous. On the problematic use of pronouns in contemporary French political discourse

Camille Bouzereau et Damon Mayaffre



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/praxematique/7778>

DOI : [10.4000/praxematique.7778](https://doi.org/10.4000/praxematique.7778)

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Référence électronique

Camille Bouzereau et Damon Mayaffre, « Menaces sur le *nous*. De l'usage problématique des pronoms dans le discours politique français contemporain », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 77 | 2022, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 07 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/7778> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.7778>

Ce document a été généré automatiquement le 7 décembre 2022.

Tous droits réservés

Menaces sur le *nous*. De l'usage problématique des pronoms dans le discours politique français contemporain

Threats to the nous. On the problematic use of pronouns in contemporary French political discourse

Camille Bouzereau et Damon Mayaffre

Introduction

- 1 En posant le *nous* comme le mot le plus politique de la langue française, sans doute que les auteurs du numéro « Le nous politique » de la revue *Mots* (1985) voulaient dire que le politique commence lorsque le chaos des égos isolés laisse la place à une polis organisée : énonciativement, dans les discours, c'est lorsque la force agrégative ou cohésive d'un *nous* remplace la compétition anarchique des *je*, que le *nous* — son périmètre, son empan, ses vertus inclusives ou exclusives, sa représentativité — devient enjeu.
- 2 La cité, la nation, l'ordre ou la classe, le parti ou la caste : l'individu renonce à sa solitude égotique et parle désormais au nom du groupe, sinon au nom de tous. L'énonciation passe de l'individuel au collectif : le politique c'est, pour paraphraser, du côté de la linguistique, la définition aristotélicienne, un « dire en commun ».
- 3 La pronominalisation des discours est ainsi une entrée inévitable dans l'analyse politique. Quelles forces politiques se cachent derrière un pronom de première personne du pluriel ? Mieux encore : quelles forces politiques s'instituent ou se performant en tant que telles, par un *nous* dont le discours a précisément pour fonction de construire les contours ? Plus généralement, qui est *je*, *nous*, *vous*, *on*, *il* ou *elles* dans

un discours politique qui, au-delà du périmètre énonciatif cohésif que trace le locuteur, doit définir ses acteurs, ses agents, ses objets pour les soumettre au débat ?

- 4 Il se trouve qu'en français dire le collectif, c'est-à-dire le politique, passe principalement par deux pronoms concurrentiels dont cette contribution entend comparer l'usage : le *nous* et le *on*. Les corpus politiques très contemporains que nous soumettons au traitement (Emmanuel Macron, Nicolas Sarkozy ou Jean-Marie et Marine Le Pen) laissent ainsi percevoir un usage distinct, déjà bien identifié en langue, mais aux répercussions pragmatiques et sociopolitiques à définir.
- 5 Si le recouvrement énonciatif du *nous* (inclusif) a ceci d'explicite qu'il rassemble *grosso modo* le locuteur (un candidat qui parle par exemple) et l'auditoire (les électeurs qui écoutent dans notre exemple) dans l'optique de constituer le groupe (une majorité électorale en l'occurrence), l'usage du *on* renvoie à un collectif plus flou et non explicite, jusqu'à interroger son pouvoir politique constituant – en un mot, le *nous* formerait vertueusement la polis, le *on* la désagrègerait. Si l'on suit Régis Debray (2020) qui définit le politique comme « le passage du tas au tout », le *nous* dirait le tout, là où le *on* renverrait au tas.
- 6 Le *on* serait ainsi un *nous* dégradé comme la plèbe constitue une image abîmée du *demos*, et le populisme, une altération de la démocratie. Lorsque les « on dit » de la foule prennent la place du « nous voulons » d'un locuteur collectif identifiable et constitué (un journal, un parti, une assemblée, une nation) ou d'un locuteur démocrate porte-parole (un représentant, un député, un élu), la rumeur, le sous-entendu, le qu'en-dira-t-on, pour ne pas dire l'affect, se substituent à la revendication argumentée, au programme explicite, et finalement à la raison (politique).
- 7 La démonstration se fera en deux temps en réfléchissant à la double menace qui pèse sur le *nous* politique dans le discours contemporain.
 - (i) Nous illustrerons d'abord les allers-retours rhétoriques entre le *je* et le *nous* dans le discours de politiciens soucieux, certes, d'élever leur énonciation de l'individuel au collectif (le président, par exemple, se doit de parler « au nom de tous les Français » : *nous*), mais aussi enclin à construire une énonciation charismatique, sinon autoritaire, personnelle ou césarienne (le leader se doit d'affirmer et de construire son autorité, son leadership discursif, sinon sa supériorité : *je*).
 - (ii) Nous illustrerons ensuite le propos en étudiant le glissement du *nous* vers le *on*, par lequel le référent de la souveraineté démocratique (le peuple constitué en *nous* politique) semble se diluer dans la foule. Par un retournement sémantique que son ambiguïté référentielle autorise, le *on* divorce parfois du *nous* pour, non plus construire positivement le vivre ensemble, mais pour désigner à la vindicte des autres nécessairement menaçants (*eux, ils*).

1. Éléments sur la dialectique *je/nous*

1.1. *Je* et *nous* : deux conceptions complémentaires de l'énonciation politique ?

- 8 Dans le discours contemporain, la concurrence du *je* et du *nous* vise idéalement l'harmonie. Dans cette perspective, il nous semble possible d'affirmer qu'un discours réussi est un discours qui règle de manière équilibrée son régime énonciatif entre le *je* du leader, le *vous* des auditeurs, et le *nous* d'un tous-ensemble qui additionne et

rassemble, précisément, le locuteur (c'est-à-dire le président, le chef de parti, le chef de gouvernement) et l'interlocuteur (soit les citoyens, les militants, la nation).

- 9 Le 10 décembre 2018, la France est en feu, secouée par le mouvement des Gilets jaunes. Le pouvoir tangué, et Macron prend solennellement la parole à la télévision :

[1] Nous sommes à un moment historique pour notre pays : par le dialogue, le respect, l'engagement, nous réussirons. Nous sommes à la tâche et je reviendrai m'exprimer devant vous pour vous rendre compte. Mon seul souci, c'est vous ; mon seul combat, c'est pour vous. Notre seule bataille, c'est pour la France. (EM, le 10 décembre 2018)

- 10 Introduit par trois *nous* préalables qui commencent, non sans habileté, par postuler l'unité que le discours cherche précisément à construire, le passage revient sur l'identité individuelle du président de la République qui fait face aux Français avec une confrontation *je/vous* lourdement répétée (« je [...] devant vous » ; « mon seul [...] c'est vous » ; « mon seul [...] pour vous »). Puis, la tension énonciative créée se résout positivement dans une énonciation collective et rassembleuse qui conclut le passage comme elle l'avait commencé à la première personne du pluriel : « notre seule bataille, c'est... ».
- 11 Inutile ici d'entrer dans les détails de l'habileté rhétorique de Macron. Il serait intéressant, par exemple, de remarquer, dans la précision, que le recouvrement du *nous* initial dans « nous sommes à la tâche » (i.e. le gouvernement et l'Élysée sont à la tâche) n'est pas le recouvrement du *notre* final dans « notre seule bataille, c'est... », qui semble désigner, lui, la bataille des Gilets jaunes en même temps que celle du gouvernement, pour finalement recouvrir tout le pays. Tant et si bien que la visée politique ou agrégative du discours passe non seulement par un glissement du *je/vous* au *nous*, mais par la répétition d'un *nous* et d'un *notre* qui, loin d'être identiques, changent subrepticement de dimension pour phagocytter *in fine* la nation entière (« la France »).
- 12 Au-delà des détails donc, admettons seulement que nous avons ici un exemple typique d'une rhétorique à visée intégrative réussie : le locuteur (*je, mon*) n'apparaît qu'au service du *vous* (explicitement : « mon seul combat, c'est pour vous ») en même temps qu'il se fond dans un collectif au périmètre élargi qu'il performe (un *nous* ou un *notre* très inclusif qui prennent les frontières du pays).
- 13 Et il est parfois des extraits plus explicites encore sur les vertus du *nous* en politique ; explicites néanmoins seulement sous condition d'en couper des passages (entre crochets) qui les obscurcissent et sur lesquels nous reviendrons.

[2] L'autre écueil, ce serait le repli individualiste. Jamais de telles épreuves ne se surmontent en solitaire. C'est au contraire en solidaires, en disant "nous" plutôt qu'en pensant je, que nous relèverons cet immense défi. [...] Chacun d'entre nous détient une part de la protection des autres, à commencer par ses proches. [...] prendre soin des plus vulnérables de nos compatriotes [...]. (EM, le 12 mars 2020)

- 14 En ce 12 mars 2020, dans sa première grande adresse télévisée aux Français sur la crise sanitaire de la Covid, qui annonce la fermeture des classes pour 12 millions d'élèves, et laisse deviner le confinement à venir, le président s'applique à faire nation ou à faire société.

- 15 Sans surprise, c'est le *nous* qui est alors convoqué comme sujet de l'énonciation (« nous relèverons ») : le président, de manière classique, s'exprime au nom de tous, il se fait le porte-parole autorisé de la nation meurtrie avec laquelle il semble entretenir une relation horizontale inclusive ; de manière habituelle dans le discours contemporain, en pareilles circonstances, c'est-à-dire devant une situation critique et de lourdes mesures possiblement dissensuelles, il performe ainsi une unité ou unanimité dont il fait lui-même évidemment partie.
- 16 Mais, phénomène plus rare, il convoque le *nous* également comme objet métalangagier du discours (« en disant *nous* ») pour définir finalement l'opposition du *je* et du *nous* comme l'essence même du discours et du fait politiques. Au-delà de la dialectique pronominale évoquée (« dire nous » et « non plus penser je ») qui est essentielle à notre propos, il développe lexicalement l'opposition entre le « repli individualiste » et les vertus du collectif, entre le risque de l'action « solitaire » et les avantages d'une attitude « solidaire ». Enfin, de manière remarquable, le sujet de la dernière phrase « chacun d'entre nous » dépasse la contradiction entre la nécessité du respect de l'individu (peut-être le président lui-même contesté personnellement par les manifestants) et le besoin du collectif. Si chacun doit être considéré, c'est au sein du groupe, et soudé dans un entre nous harmonieux, qu'il doit l'être (« chacun d'entre nous »).
- 17 Faut-il ici conclure à nouveau à la réussite de l'orateur Macron ? Rien n'est moins sûr, car, de manière extraordinaire et dirimante, le président dans la suite du discours convoque le *je* qu'il vient de dénoncer ! Et il utilise la première personne du singulier comme pour déconstruire la politique (le *nous*) qu'il vient de vanter. Nous reproduisons la séquence dans son intégralité tant elle semble paradoxale et illustre les difficultés du régime énonciatif de Macron, et plus profondément peut-être la crise de la V^e République présidentielle ou le malaise démocratique de la France du XXI^e siècle (concentration du pouvoir à l'Élysée, abstention record, désaffection des partis et des syndicats, etc.) :

[3] L'autre écueil, ce serait le repli individualiste. Jamais de telles épreuves ne se surmontent en solitaire. C'est au contraire en solidaires, en disant "nous" plutôt qu'en pensant je, que nous relèverons cet immense défi. C'est pourquoi je veux vous dire ce soir que je compte sur vous pour les jours, les semaines, les mois à venir. Je compte sur vous parce que le Gouvernement ne peut pas tout, seul, et parce que nous sommes une nation. Chacun a son rôle à jouer. Je compte sur vous pour respecter les consignes qui sont et seront données par les autorités, et en particulier ces fameux gestes barrières contre le virus. (EM, le 12 mars 2020)

- 18 Là où le *nous*, tout à l'heure, venait résoudre la tension *je/vous* dans une fédération, ici, tout au contraire, c'est un *je/vous* vertical (« je veux vous dire... je compte sur vous.... je compte sur vous.... je compte sur vous ») qui vient désagréger le *nous* politique sinon l'idéal égalitaire national ou républicain (« nous sommes une nation »).
- 19 Les allers-retours, ratés comme réussis, entre le *je* et le *nous* sont ainsi significatifs de l'orateur Macron comme ils le sont sans doute des hommes politiques contemporains : le traitement statistique du corpus Macron montre que les deux pronoms *je* et *nous* sont cooccurrents — sinon concurrents (Mayaffre, 2021) ; rares sont les paragraphes où le *je* ou les *nous* apparaissent seuls ; ils se trouvent constamment tricotés dans le discours.

20 En ce qui concerne Macron, ces allers-retours entre *je* et *nous* attestent d'une énonciation problématique et semblent trahir une double difficulté politique. La première relève de la Constitution même qui donne un pouvoir ambigu au président de la République : simple porte-parole pour les uns qui partage le pouvoir exécutif avec le gouvernement, véritable élu pour les autres, oint par l'élection au suffrage universel. La seconde difficulté relève du positionnement ambivalent d'un président horizontal par ses origines (le mouvement En Marche, la convocation de la société civile chez les députés néophytes de LRem ou au gouvernement ; l'usage du *nous* donc) et d'un président jupitérien dans son épiphanie (par exemple le discours de la victoire devant la pyramide du Louvre du nouveau président, la concentration très vite de la plupart des décisions à l'Élysée en 2017 en face d'un gouvernement aux personnalités effacées ; l'usage du « moi, je » présidentiel donc).

Quoi qu'il en soit, l'ambiguïté énonciative *je/nous* du discours de Macron peut aller jusqu'à des formulations extraordinaires aux limites de la correction syntaxique :

[4] Nous devons, pour les mois à venir, fournir chacun un effort supplémentaire. C'est cela que je nous demande collectivement. (EM, 31 mars 2021)

21 « Je nous demande », mais aussi dans le corpus Macron 2017-2022, « je nous vois nous diviser... », « je nous donne jusqu'à... », « quand je nous compare... », « je nous sais capable... », « je nous connais collectivement... » : la confusion pronominalisée entre le *je* sujet du président tout puissant et le *nous* objet des Français atteint parfois un paroxysme chez Macron. On objectera peut-être que le locuteur s'inclut ou se fond ici modestement dans le *nous* du destinataire, mais il s'agirait alors d'une fausse modestie, puisque l'auditoire entend bien derrière la formule « je nous demande », un « je vous demande » plus habituel.

1.2. Du *nous* restreint au *nous* élargi : exclusion et inclusion dans le discours

22 Nous venons de montrer que, dans le cadre du discours élyséen, le *nous* qui inclut, jusqu'à la nation entière, peut s'imposer discursivement et peut faire référence extralinguistiquement en raison de l'autorité de l'énonciateur (le président élu). Classiquement, rappelons que les conditions de félicité d'un performatif (ici un *nous* performatif) dépendent du statut du locuteur. Dès lors, qu'en est-il pour les discours de campagne ? Si performer un *nous* élargi est possible pour le président, comment dire « nous » pour ceux qui se battent justement pour l'obtention de ce titre ? Par ailleurs, est-ce que la place sur l'échiquier politique joue un rôle qui contraindra un locuteur à opter pour un *nous* restreint ou pour un *nous* élargi ? Ou bien ce choix relève-t-il plutôt du choix idéologique ?

23 À l'analyse, il s'avère que, dans les discours de campagne, l'usage du *nous* peut aussi bien servir à définir une identité partisane (e.g., le verbe « être » qui figure systématiquement dans les profils co-occurentiels) qu'à construire un *nous* collectif élargi. Force est de constater ainsi que non seulement les locuteurs-candidats n'utilisent pas le même régime énonciatif (plus de *je* chez les uns, plus de *nous* chez les autres, plus de *ils* ou de *eux* chez d'autres encore), mais qu'ils n'utilisent pas le *nous* de la même manière.

- 24 Par exemple, dans le cadre de la campagne présidentielle de 2017, le traitement logométrique rend compte du fait que le *nous* macronien co-occure systématiquement avec la première personne, quand le *nous* lepénien co-occure avec la sixième, c'est-à-dire avec un tiers, avec un *eux*. Du côté des substantifs les plus fortement associés au pronom *nous*, différents contextes émergent selon les candidats. Ainsi le *nous* chez Sarkozy, en 2007, se trouve significativement associé aux termes : « culture », « identité », « histoire », « fierté », « liberté », « république » quand ce sont les substantifs « solidarité », « précarisation », « inégalité » qui sont surutilisés chez Ségolène Royal durant la même campagne. Du côté de la campagne électorale de 2012 et, chez Mélenchon, le contexte peut aussi être considéré comme révélateur du programme du candidat : on retrouve ainsi associés au pronom les substantifs : « peuple », « camarade », « révolution », « parti », « humanité », « syndicaliste ». Enfin, du côté du discours FN, les contextes du pronom rendent compte de l'évolution du parti sur l'échiquier. Ainsi, l'idéologie du parti se manifeste plutôt dans des formules typiques en 2007, via les formules « chez nous », « nous dit-on », « on nous dit » et par les substantifs associés au *nous* en 2017, avec les termes « peuple », « nation », « souveraineté », « union », « mondialisation », « système », « immigration », « patriotisme », « identité ». C'est ce contexte qui nous permet d'étudier l'exemple suivant :

[5] Ce que l'islamisme attaque, c'est notre communauté nationale. Nous devons défendre notre nation, notre notion de la citoyenneté, tout ce qui nous unit en tant que Français. C'est pourquoi nous inscrirons dans la Constitution : La République ne reconnaît aucune communauté. C'est la communauté nationale qui nous rassemble, nous devons refuser fermement de la subdiviser. (MLP, le 15 mars 2017 à Saint-Raphaël)

- 25 Dans cet exemple, la forme coïncide avec le fond, et cela est justement dû aux usages du pronom *nous* corrélés aux substantifs employés. Cet exemple développe, en effet, l'idéologie FN/RN en construisant discursivement un continuum cheminant d'un *nous* restreint à un *nous* élargi qui recouvrent partiellement — et nous reviendrons sur les nuances — ce que la terminologie désigne, depuis Benveniste (1966), par un *nous* exclusif et un *nous* inclusif.
- 26 L'énoncé « nous devons défendre notre nation » correspond typiquement à un argument d'autorité puisque, s'il vise à construire un *nous* en l'énonçant, il repose par ailleurs sur un fond ambigu. En effet, Marine le Pen (MLP) a l'autorité pour produire ce discours et pour construire une cohésion autour d'une base qui serait commune (à savoir la communauté nationale et l'ennemi commun). Toutefois, cette cohésion repose sur une incohérence dans la référenciation des différentes occurrences du pronom *nous*. Les référents portés dans l'énoncé « ce que l'islamisme attaque c'est notre communauté nationale » coïncident avec les référents auxquels renvoie la quatrième personne dans l'énoncé « tout ce qui nous unit en tant que Français ». Cependant, ces référents ne coïncident pas totalement avec les référents énoncés dans « nous devons défendre ». Ici, l'auditeur peut en effet hésiter entre le fait de se sentir intégré ou non dans le collectif construit par MLP et, c'est justement dans cette hésitation manipulée ou orientée que se joue l'enjeu du discours. En juxtaposant le *nous* au déontique, dans « nous devons défendre », il s'agit de dissimuler une déclinaison du programme FN, puisque ces déontiques ne prennent pas la forme d'un je vous dis qu'il faut défendre la

nation (qui serait plus vertical). En somme, il s'agit d'imposer la construction d'un collectif (collectif construit d'ailleurs sur la base de l'exclusion d'un ennemi commun).

- 27 Il ne s'agit pas de l'unique orientation forcée ou manipulée du discours : cet extrait montre comment le FN tente d'imposer ses thèses comme des enjeux de campagne. La défense de la nation et de la communauté nationale contre l'islamisme est un enjeu politique du FN qui a été effectivement repris par d'autres candidats en 2017. Aussi l'action que vise le discours de MLP est-elle d'autant plus visible avec l'énoncé au futur « c'est pourquoi nous inscrirons dans la constitution : la République ne reconnaît aucune communauté ». Dans ce cadre, il s'agit bien d'un *nous* restreint en ce qu'il semble ne renvoyer qu'aux membres du Front national (dans ce cadre, le *nous* renvoie plutôt à un *je* (Marine Le Pen) + *ils* (les partisans du FN) ce que confirme, par ailleurs, l'usage du futur renvoyant implicitement à l'enjeu de l'élection électorale, voire du meeting où a été prononcée cette déclaration. En effet, c'est bien le Front national qui, une fois élu, inscrira dans la Constitution que la République ne reconnaît pas les communautés. Enfin, l'énoncé se termine par un *nous* plus élargi rappelant la base commune.
- 28 La démonstration est dans ce cadre syllogistique et procède en trois temps — trois temps que permettent d'éclairer les différents référents auxquels renvoient les pronoms *nous*. En effet, en suivant le raisonnement syllogistique de MLP : si *je* + *vous* égale *nous* et que ce *nous* doit défendre la communauté nationale, ce qu'un second *nous* promet de faire, *vous* voterez donc pour *nous*. Cette oscillation entre la restriction et l'élargissement, entre l'exclusion et l'inclusion, n'est pas anodine et devient bien, dans cette perspective, politique. Cet exemple a révélé que MLP essaye de faire collectif autour de la communauté nationale en excluant les communautés qui n'y correspondraient pas. MLP tente d'élargir le *nous* restreint des partisans FN vers un *nous* identitaire plus vaste, mais qui reste, par définition, exclusif.
- 29 Ce focus sur le discours FN ne signifie pas que le FN est représentatif des discours politiques, toutefois on peut s'interroger sur la manière dont le FN emploie le pronom et, surtout, autour de quels contextes ? En somme, autour de quoi le FN fait-il communauté ?
- 30 La fonction identitaire du pronom est très forte dans le discours lepénien et se manifeste dans le co-texte immédiat. Du côté de la campagne de 2017, le profil cooccurentiel du pronom renvoie aux verbes « battre », « défendre », « réarmer », « protéger », soit à des verbes dont le contexte sous-tend systématiquement la défense du territoire. Il s'avère que, comme pour les substantifs, le retour au contexte, *via* ces entrées, mène effectivement au discours substantiel du FN. Ainsi, les exemples réunissant le pronom aux verbes « défendre » et « protéger » renvoient à un contexte où il est question de protéger et de défendre une culture au singulier. Du côté des contextes des verbes « se battre » ou « se réarmer », les termes renvoient, au sens littéral ou figuré, à la thématique de l'indépendance de la France — thématique substantielle du discours FN :

[6] Nous ne ferons plus de guerres qui ne sont pas les nôtres. Notre diplomatie, et notre coopération avec les États engagés contre nos ennemis terroristes, se mettront en cohérence avec les objectifs militaires que nous nous sommes fixés. Nous nous réarmerons sans complexe et massivement, mais pour assurer notre sécurité ! (MLP, le 26 février 2017 à Nantes)

[7] Prendre un car, et un jour de congé pour aller se soigner ? En acceptant enfin de relever le défi qui nous est lancé, en commençant enfin de nous réarmer contre la mondialisation sauvage, en retrouvant notre souveraineté économique et monétaire, en nous comportant à nouveau comme les propriétaires de notre pays et non plus comme des occupants sans droit, ni titre, nous pourrions mener toutes ces politiques dont je parle. (MLP, le 11 mars 2017 à Châteauroux)

- 31 Dans ces exemples figure la thématique souverainiste nationaliste, thématique structurelle du discours FN qui se décline à travers trois sous-thématiques, à savoir la grandeur de la France, l'indépendance de la nation et le rejet des immigrés (Bouzereau, 2020) :

[8] Nous sommes ici pour dire que nous voulons renouer avec la grandeur de notre pays, nous voulons retrouver l'indépendance de la nation, le règne de nos lois, la douceur de la liberté. Dans cette élection, il y a les gens du système et nous. Ce qui nous différencie de nos adversaires, c'est que nous croyons en la France. Eux ont cessé d'y croire et ils professent un discours de soumission, d'abandon et je le dis, avec peine, avec effroi, de trahison. (MLP, le 27 mars 2017 à Lille)

- 32 Cet exemple est représentatif de l'usage du *nous* dans le discours FN puisque, précisément dans son discours, le pronom *nous* ne devient inclusif que lorsqu'il s'inscrit dans une relation d'opposition. En effet l'actualisation d'un *nous* inclusif sert systématiquement à imposer discursivement un *nous* victime d'un *ils* – et, dans cette structure, le pronom *nous* figure en position d'objet. En somme, le *nous* inclusif dans le discours FN sert à construire une relation d'identité entre auditeurs et locuteur sur la base d'une opposition au *ils*. Le pronom *nous* est bien souvent victime d'un *ils*, d'un *eux*, au sein du discours FN, comme le montre le dernier exemple de cette section :

[9] Tout ce que l'univers politico-médiatique compte de soi-disant experts, de soi-disant sachants se mobilise pour tenter de cadenasser le débat, de contredire notre projet, de nier la possibilité du changement ! Il n'y a pas d'alternative, nous répètent-ils ! Mondialisation, immigration sont les deux mamelles de la France nouvelle, nous serinent-ils ! (MLP, le 2 avril 2017 à Bordeaux)

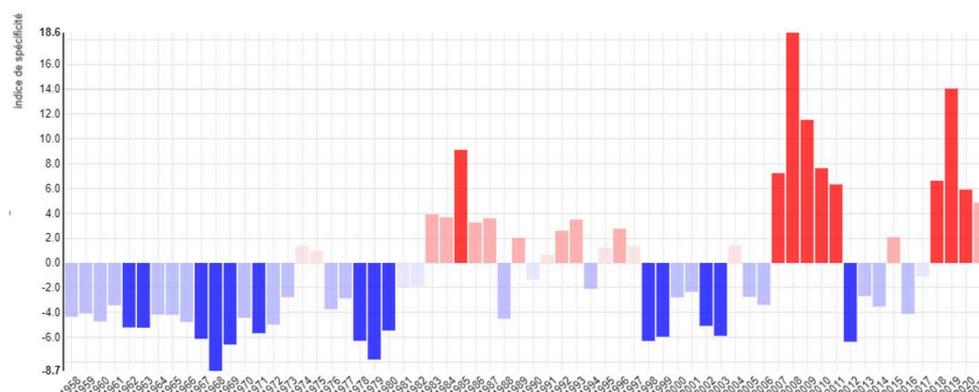
- 33 Ces oppositions *nous/eux* sous-tendent ce que Van Dijk (2006) a déjà nommé le « carré idéologique » nationaliste (voir aussi Schapira, 2010). Si la propriété du *nous* n'est pas d'exclure, le *nous* du Front national qui recouvre un sens élargi ne peut être, paradoxalement, qu'identitaire. Les référents contenus dans ce « ils » sont les mêmes qui figurent dans les formules du type « nous dit-on » / « on nous dit que » – formules régulièrement utilisées au sein des discours politiques étudiés. Ce sont ces formules précisément que nous allons maintenant analyser. En effet, si sur le plan linguistique le pronom *on* est un pronom à multiples facettes, comme le soulignait, dès 1984, F. Atlani, sur le plan politique, le pronom *on* interroge sur son rapport à l'inclusion et à l'exclusion. Notre seconde étude s'ouvrira par une analyse diachronique rendant compte d'un glissement du *nous* vers le *on* et nous nous poserons dès lors la question suivante : si les deux pronoms sont différents sur le plan linguistique, que deviennent ces différences quand les pronoms sont mis en confrontation dans le monde politique ?

2. Le pronom *on*, un autre *nous*, un anti-*nous* ou un *nous* populiste ?

2.1. *On* et *nous*, des équivalents ou des concurrents ?

- 34 Dans le discours politique contemporain, le *on* occupe de plus en plus de place. Par exemple, en 60 ans, dans le discours élyséen, entre 1958 et 2021, de De Gaulle à Macron, le *on* progresse ainsi :

Figure 1 : Distribution du pronom *on* sous la V^e République (1958-2021)



- 35 Certes la croissance n'est pas régulière et nous enregistrons trois pics successifs sous les mandats de Mitterrand, de Sarkozy, puis de Macron. Mais il ne fait pas de doute que nos politiciens contemporains — comme tous les Français peut-être — utilisent plus *on* que ceux des années 1950, 1960, 1970.
- 36 L'explication la plus rapide à cette croissance du *on* en alternative possible au *nous* est purement économique : le *on* remplace le *nous*, car sa conjugaison sur le modèle du *il* est plus facile.
- 37 Pourtant, nous voudrions montrer, en corpus et d'un point de vue praxématique, que loin d'être en équivalence, et seulement différents morphologiquement, les *on* et les *nous* diffèrent fondamentalement pour des usages politiques parfois orthogonaux.
- 38 Depuis Atlani (1984) et Herschberg-Pierrot (1993), puis plus récemment depuis Fløttum, Jonasson & Norén (2007) et Norén (2009), en raison de l'« extrême flexibilité référentielle » de *on* (Norén, 2009 : 144), les linguistes s'accordent sur le fait que l'interprétation du pronom n'est pas seulement indéfinie, mais dépend du contexte et peut se modifier à chaque occurrence, sa référence se trouvant réinitialisée à chaque occurrence. L'indéfinition, ou la plasticité référentielle, la valeur omnipersonnelle du pronom *on* ont été réinterprétées en praxématique comme valeur prépersonnelle rendant le pronom apte à prendre en discours n'importe quelle valeur référentielle (Détrie, 1998).
- 39 Dit autrement et de façon générale, le *on* est ainsi un collectif qui ne dit pas son nom et, dans le meilleur des cas, un *nous* qui refuse d'avouer son périmètre. De manière critique, nous allons voir qu'il permet de sous-entendre le groupe plutôt que de le définir, d'amalgamer plutôt que de constituer ; il permet encore de jeter à la vindicte un autre, d'autant plus menaçant qu'il est indéfini, plutôt que de s'opposer

rationnellement à lui. Le *on* est un pronom doxique plus que politique, il construit une connivence entre le locuteur et l'interlocuteur qui semblent s'accorder sur la valeur de « on dit » dont il est difficile d'explicitier la rationalité politique ; mais il ne structure pas politiquement le groupe.

- 40 Robert Benoit (1985) décrit la force intégrative ou identitaire des appositions réflexives en *nous* dans le discours communiste, comme « nous, le Parti, nous » ou « nous, les ouvriers, nous ». Le procédé permet de souligner « la volonté du locuteur d'impliquer le récepteur dans l'acte de parole : *nous* (émetteur) sommes *nous* (récepteur). La symétrie suggère l'équivalence, facilite l'identification » (Benoit, 1985 : 130). Or il est facile de constater que l'apposition ne fonctionne pas avec le pronom personnel *on* ; plus généralement l'usage tonique du *nous* est banal alors qu'il est interdit pour le *on* par la langue même.

Dans les corpus nous trouvons par exemple :

[10] ... je veux là aussi être très clair avec vous ce soir nous, Européens, nous ne laisserons pas une crise financière... (EM, le 12 mars 2020, allocation télévisée)

[11] C'est pour nous, Français, un seul et même problème, un seul et même combat... (NS, le 05 mai 2009 à Nîmes)

- 41 Dans le premier exemple notamment, les usages tonique puis clitique des *nous*, qui enchâssent *Européens*, permettent d'en donner strictement l'empan référentiel, et de développer toutes ses vertus politiques (performer le groupe). De manière très élargie, ici, ce sont non seulement tous les Français, mais même tous les Européens qui se trouvent inclus dans le discours par l'énonciation en *nous*. Or, faute de forme tonique du *on*, nous ne pouvons pas trouver d'attestation équivalente en *on* (« on, les Français, on... », « on, les Européens, on... ») comme si la valeur intégrative du *on* était contestée par la syntaxe même.
- 42 Et c'est bien ce qui ressort pragmatiquement du discours contemporain : d'apparence équivalents, le *nous* et le *on* relèvent d'usages différents. En dernière instance, le *nous* semble constituant et constitutif d'un discours démocratique, populaire et intégratif ; le *on* semble relever d'un usage démagogique, populiste et désintégratif. Autrement dit, le référent du *nous* semble d'essence politique (les citoyens constitués en assemblée ou en parti, une nation consciente d'elle-même, l'Europe et ses pays vus comme une fédération, etc.), là où le référent du *on* est volontairement ambigu et renvoie à des entités moins constituées (les gens, la foule, voire de manière non plus inclusive, mais exclusive, *eux*, "les autres", cf. infra.)

2.2. *On* illusionniste ou mensonger ?

- 43 Poussons plus loin l'analyse critique, en prenant quelques exemples chez Nicolas Sarkozy qui est le président qui, entre tous, a produit un sur-usage massif, statistique, du pronom *on* (Mayaffre, 2012 ; voir la figure 1).
- 44 Si dans un article marquant, Atlani (1984) définit le *on* comme illusionniste, il est parfois des usages extrêmes qui confinent eux à la falsification — falsification énonciative d'identité s'entend.
- 45 Dans sa première interview-bilan de son quinquennat commençant, Nicolas Sarkozy est invité à justifier à la télévision les premières mesures fiscales prises : en cause, la

suppression des droits de succession sur les grandes fortunes. L'accusation de l'opposition et de la presse est forte et le président français est soupçonné d'être le « président des riches » (Pinçon-Charlot, 2010) ou d'avoir fait des cadeaux aux plus fortunés. Nicolas Sarkozy répond :

[12] C'est un cadeau aux riches ? Quand on a travaillé toute sa vie, de devoir en plus payer un impôt parce qu'on laisse à ses enfants le produit d'une vie de travail ? (NS, 29 novembre 2007, interview télévisée)

La valeur de la réponse du président tient tout entière dans l'usage rhétorique du *on* qui, dans le discours, par sa dimension indéfinie, omnipersonnelle sinon impersonnelle, permet de tromper l'auditeur.

- 46 En effet, à lire strictement, le *on* fait référence au travailleur vivant (celui qui « a travaillé toute sa vie ») et au père de famille vivant (celui qui a des enfants). Et cet homme, désigné par ce *on*, dans lequel chacun pourra se reconnaître, serait contraint, selon Sarkozy, de payer les droits de succession (« devoir en plus payer un impôt... »). Or, évidemment, l'impôt de succession, par définition même, n'a jamais concerné le travailleur ou le père de famille. Il concerne seulement, une fois la personne disparue, l'héritier. Mais un *on* mensonger, amalgamant, permet de tout confondre (le futur défunt et le futur héritier, le travailleur et le « riche ») pour valoriser au final dans le discours, non sans contradiction politique, à la fois le mérite personnel *via* la célébration du travail et la rente ou l'héritage *via* la suppression des droits de succession ; il permet surtout, loin de la réalité du système fiscal, de surfer sur l'humeur poujadiste dominante : « ON paye trop d'impôt » que l'on soit mort ou vivant.

2.3 Un *on* de connivence

- 47 L'efficacité du *on* — c'est-à-dire sa bonne réception — suppose une connivence entre le leader et un public qui devra comprendre lui-même les limites du pronom que le locuteur ne fixe pas ; le *on* induit ainsi et construit la collusion entre le locuteur et l'auditoire qui devra adhérer, sinon au contenu même du discours prononcé, au moins à ses mécanismes discursifs (i.e., précisément, à la délimitation complice du collectif qui s'exprime *via* le *on*).

2.3.1 Connivence par l'exclusive

Dans un passage sur la violence en banlieue, Nicolas Sarkozy s'indigne :

[13] Pourquoi des médecins, des femmes et des hommes qui soignent sont-ils agressés et ont-ils peur ? Comment peut-on l'accepter ? (NS, le 20 avril 2010)

- 48 Que recouvre ici le *on* ? Quelles sont son étendue et sa valeur ? Qui est ce collectif qui accepte que des femmes et des hommes qui soignent soient agressés ? Le procédé est efficace. Il est aisé de comprendre, dans cet exemple, que le locuteur — Sarkozy — s'exclut lui-même du *on* : tout son discours sécuritaire cherche à montrer qu'il prend au contraire des mesures contre l'insécurité. On attend ensuite que l'auditeur s'exclut à son tour du *on* (sauf à être favorable aux agressions !), rejoignant par là même le camp du locuteur. Que reste-t-il donc ? Qui est inclus dans ce *on* excluant ? Qui sont ces personnes qui acceptent l'inacceptable (que l'on agresse des femmes ou des médecins) ?

La gauche, sans doute, toujours soupçonnée de faiblesse et de laxisme, mais cela reste à définir.

2.3.2 Connivence par l'inclusive

Dans une démarche d'inclusion/exclusion opposée, il faut noter chez l'orateur Sarkozy lors de la campagne électorale 2007 :

[14] Personne n'est obligé, je répète, d'habiter en France, mais quand on habite en France, on respecte ses règles, c'est-à-dire qu'on n'est pas polygame [...]. On ne pratique pas l'excision sur ses filles, on n'égorge pas le mouton dans son appartement et on respecte les règles républicaines. (NS, le 5 février 2007, interview télévisée, TF1, 21 heures)

- 49 À l'inverse de l'exemple précédent, Sarkozy est partie intégrante du *on* (il habite effectivement en France). De la même manière que lui, le public intégrera le *on* pour rejoindre le camp du locuteur, en se démarquant de ces gens polygames. La question devient alors : qui est exclu de ce *on* englobant, qui recouvre l'opinion publique majoritaire, voire universelle (tous les Français à l'exclusion de ceux qui pratiquent l'excision et l'égorgeage des moutons dans les appartements) ? Et il faut noter dans ce passage que le *on* indéfini permet d'assimiler, par la négative, et de rejeter ensemble, des populations hétéroclites : certaines populations africaines pratiquant l'excision et les populations musulmanes fêtant l'Aïd el-Kébir. Sarkozy joue ainsi du flou de l'indéfini pour mieux amalgamer les dangers qui pèsent, selon lui, sur les non-nous et la société française.
- 50 Dans les deux citations, en tout cas, le mécanisme est identique. D'abord, c'est au public de définir un périmètre énonciatif suggéré par le locuteur : l'empan du *on* est établi par connivence, et l'accord entre Sarkozy et son public sur cet empan est infalsifiable, puisqu'il s'établit sur un sous-entendu complice, un (n)on-dit, une vérité ou une évidence doxiques. Ensuite, au terme du processus interprétatif qui permet de donner le contenu qu'il souhaite à un pronom savamment indéfini, l'auditoire se retrouve le plus souvent dans le camp de Nicolas Sarkozy : le *on* inclut ou exclut à discrétion, mais finit toujours par rassembler le président et la majorité des Français contre des forces extérieures (respectivement : Sarkozy et les Français contre ces *on* qui acceptent les agressions des médecins ; Sarkozy et les Français au sein du *on* contre ces personnes qui excisent leurs filles).

Lors de son discours d'investiture, Sarkozy conclut son premier discours de président :

[15] Le 6 mai, il n'y a eu qu'un seul vainqueur, le peuple français qui ne veut pas renoncer, qui ne veut pas se laisser enfermer dans l'immobilisme et dans le conservatisme, qui ne veut plus que l'on décide à sa place, que l'on pense à sa place. (NS, le 16 mai 2007, cérémonie d'investiture).

- 51 Et quelques jours après, Nicolas Sarkozy s'adresse à « la France de la jeunesse qui a le sentiment qu'on lui vole ses rêves » (NS, 29 mai 2007). De l'indéfini jusqu'aux confins de l'impersonnel, le *on* représente cette force occulte, ce pouvoir maléfique — ces voleurs de rêves ; ce système qui décide à notre place ; la pensée unique — contre lesquels le nouveau président se promet de défendre les Français.

[17] Vous avez observé, comme moi-même, que mes concurrents ont mis au centre de leur campagne les thèmes de l'immigration, du patriotisme et de l'identité nationale, pour lesquels pourtant on m'a diffamé, insulté et diabolisé depuis 30 ans, en même temps que vous, et les millions d'électeurs du Front national ! Aujourd'hui, tous font assaut de références françaises, oubliant qu'il y a peu encore, ils écartaient la nation, Jeanne d'Arc et le drapeau d'une moue dédaigneuse. (JMLP, le 15 avril 2007 à Paris)

- 55 En [16], le pronom *on* est sujet des verbes « diaboliser », « calomnier », « insulte » et « condamner », et le même lexique figure dans la citation suivante avec les verbes « diffamer », « insulte », « diaboliser ». Le pronom est exclusif, il n'inclut ni le locuteur, ni les auditeurs et renvoie à la classe politique en [16] et au syntagme « mes concurrents » en [17].
- 56 En [16], les premiers énoncés visent à dénoncer plusieurs paradoxes actuels. Selon Marc Bonhomme (1998 : 81), le paradoxe oppose la liberté d'esprit d'un « je-pense » contre le « on-pense » et il s'agit de créer une « tension dans la communication » pour déstabiliser les certitudes (*id.*), d'une tension sémantique « nouée — et ensuite dénouée — en discours » (Wołowska, 2008 : 237). Dans cette perspective, les paradoxes naissent ici de l'association de plusieurs termes antithétiques et de structures qui visent à instaurer une impertinence. Cet exemple entend effectivement dénoncer les valeurs négatives qu'auraient prises certains concepts à cause des « impuissants », des « lâches », des « voleurs » et des « tyrans ». Partant de la structure « les impuissants (-) condamnent (-) la virilité (+) » et de ladite citation empruntée à Chamfort : « En France on libère les incendiaires et on condamne les pompiers », JMLP oppose ces concepts qui revêtent, pour lui, une valeur positive à leur dessein actuel. Dans cette logique du renversement ainsi posée, l'énoncé « on diabolise les patriotes, on les calomnie, on les insulte » entend faire écho avec ces énoncés : le terme « patriotes » doit être entendu positivement et le pronom *on* faire référence au syntagme « classe politique » qui précède puis avec le SN qui suit « les politiciens décadents », responsables de cette politique de la « décadence ».
- 57 En [17] le pronom *on* est aussi exclusif et renvoie aux concurrents de JMLP qui, après l'avoir diffamé, insulté et diabolisé, lui emprunteraient désormais ses thématiques de campagne. Dans cette logique, le pronom *on* entend bien poser une frontière très nette entre ces voleurs de thèmes et le candidat FN. On retrouve souvent l'association du pronom *on* et du verbe « accuser » ainsi que le balancement « on nous dit que » vs « je dis que » :

[18]

(i) On nous dit que des opinions salafistes ne justifient pas une arrestation. Je dis surtout que de telles opinions, aussi évidemment affichées et assumées, méritaient au minimum une surveillance active, et des mesures de sécurité immédiates.

(ii) Que l'on ne m'accuse pas de récupérer ce drame à des fins politiques. Ceux qui nous disent cela méprisent le peuple de France dans sa souffrance. J'accuse moi à l'inverse ceux qui nous empêchent de poser des questions : ils sont irresponsables, ils sont dangereux, et ils nous mènent en bateau ! Que par idéologie ou par électoralisme on cherche à étouffer les vérités concernant cette histoire immonde est inacceptable. C'est un appel épouvantable à l'entretien d'une culture de mort sur notre territoire, je ne l'accepte pas.

(iii) On nous dit que l'histoire de Mohamed Merah est une histoire

exceptionnelle. Celle d'un gamin de banlieue qui aurait mal tourné, que quelque démon aurait tourné vers une idéologie radicale, et qui aurait agi sous l'emprise de la folie. (MLP, le 25 mars 2012 à Nantes)

- 58 MLP s'exprime ici, après la cérémonie d'hommage aux victimes des attentats de 2012. Dans ce cadre, elle critique les « élites », « idéologues » et « politiciens » qui, non seulement refuseraient de voir dans cet acte terroriste une affaire politique, mais qui lui attribueraient par ailleurs la responsabilité de ces actes. Ainsi, les occurrences du pronom *on* (très fréquente dans ce texte) sont aussi exclusives et renvoient aux « élites » et aux « idéologues » précédemment dépréciés.
- 59 Les extraits opposent aussi et explicitement le dire des adversaires « on nous dit » au discours de Marine Le Pen « je dis ». En (i), la parole de l'autre est aussitôt prononcée qu'elle est opposée au discours de la locutrice « je dis surtout » qui reproche les propos présents et les actions passées « de telles opinions [...] méritaient une surveillance ». En (ii) le subjonctif en indépendante « que l'on ne m'accuse pas » marque la conséquence attendue, il s'agit d'un marqueur de discours anticipatif.
- 60 Dans l'énoncé « ceux qui nous disent [...] méprisent le peuple », MLP caractérise le discours d'autrui comme étant du mépris juste avant de faire résonner le verbe « accuser » précédent avec une mise en relief de son propre discours « j'accuse moi à l'inverse ceux qui nous empêchent ». Cet énoncé résonne tant au niveau intradiscursif qu'au niveau interdiscursif, en renvoyant à l'article de Zola publié dans *L'Aurore* en 1898, qui dénonçait par cette formule introductive les coupables corrompus de l'accusation contre Dreyfus. L'irruption du point de vue de la locutrice, dans cet extrait, a pour objectif de réfuter le discours de l'autre. En effet, en (iii), le syntagme « histoire exceptionnelle » imputé au *on* de sens indéfini s'oppose à la dénomination de MLP « histoire immonde ». En réalité, dans ce discours, la critique de MLP est omniprésente et veut rallier l'adhésion des auditeurs. Le balancement du « on nous dit que » vs « je dis que » rappelle l'usage sarkozyste de la structure qui fait de ce balancement une des signatures populistes (cf. 2.4.2.). Et il s'agit bien de cette stratégie dans l'exemple suivant :

[19] Il faut analyser et comprendre le fonctionnement du monde avec honnêteté, avec rigueur. On présente à nos jeunes la mondialisation comme l'alpha et l'oméga, comme un univers indépassable, le seul dans lequel ils pourront s'épanouir, créer, entreprendre. On leur dit cela, encore aujourd'hui, alors même que le monde entier s'oriente vers moins de mondialisation, alors même que le Royaume-Uni d'abord, les États-Unis ensuite, ont choisi l'inverse et veulent corriger les excès de la mondialisation. On leur dit donc d'aller à contre-courant de l'histoire du monde ! Vous le savez, la mondialisation économique a eu pour effet une déréglementation généralisée selon le principe du libre-échange total. Ce phénomène a été accentué en France par l'Union européenne, véritable cheval de Troie de cette idéologie mondialiste. [...]. Je vous propose ce changement de logiciel. Le projet que je défends dans cette élection est fondé sur ce que j'appelle « la révolution de la proximité ». (MLP, le 2 avril 2017 à Bordeaux)

- 61 Les « on-dit » renvoient ici encore aux discours des adversaires et mènent dans cet extrait à une caractérisation négative du discours d'autrui. Il s'agit de faire allusion au discours des adversaires sur la mondialisation en le rejetant d'emblée, sans le citer véritablement. Ces caractérisations sont présentes seulement pour amener la contre-

proposition lepénienne qui repose sur le nouveau concept de « révolution de proximité ». L'énoncé « alors même que le monde entier s'oriente vers moins de mondialisation » contredit les propos rapportés du « on-dit ». Une fois la parole du « on-dit » rapportée puis contredite, MLP peut conclure ainsi : « on leur dit donc d'aller à contre-courant de l'histoire du monde ! ». Dans cet énoncé exclamatif, le connecteur « donc » impose un énoncé conclusif qui vise à synthétiser, à la lumière de la vision FN, la conséquence du discours des adversaires. Cette vision est ensuite développée et surreprésentée énonciativement dans le second énoncé : « Je vous propose ce changement de logiciel. Le projet que je défends dans cette élection est fondé sur ce que j'appelle la « révolution de proximité. » On retrouve ici le lexique libéral apposé au projet « patriote » que défend MLP durant cette campagne.

Dans le discours FN, le pronom *on*, sujet d'un verbe de parole, renvoie donc bien systématiquement à une source énonciative dont il s'agit de rejeter le discours.

- 62 Le on-dit déprécié renvoie au discours de la doxa dominante, de la doxa du système et ce qui est particulier c'est que les discours alternent entre cette valeur indéfinie et une source énonciative au singulier. Le pronom *on* suivi de verbes de parole permet bien de construire dans le discours populiste un tiers collectif homogène (Fløttum *et al.*, 2007 ; Norén, 2009) dont le candidat FN se détache systématiquement et dont la parole n'existe que pour être contredite. Une fois la parole de l'autre déconstruite, le locuteur FN peut amener progressivement ou même abruptement son contre-discours, dans un balancement systématique et repérable entre « on dit » et « je dis que », balancement qui rapproche dès lors le discours du FN du discours populiste tel qu'il est utilisé chez Nicolas Sarkozy.

2.4.2. *On* faire valoir du *je*

- 63 L'usage du *on* ne serait rien, en effet, dans le discours sans l'usage contrastif d'un autre pronom, strictement défini quant à lui, et avec lequel, pour cette raison, il détonne : le *je*. Et nous posons que si l'articulation entre *je* et *nous* doit se penser en termes de complémentarité concurrentielle (supra 1. Éléments sur la dialectique *je/nous*), l'articulation entre le *on* et le *je* doit se penser en termes de mise en valeur (ou au contraire de mise à l'index) de l'un par l'autre.
- 64 Le discours de Nicolas Sarkozy est à nouveau la meilleure illustration d'un phénomène qui devient majeur dans le discours : statistiquement, dans des proportions impressionnantes, Sarkozy surutilise le *on*, nous l'avons dit, en même temps qu'il surutilise le *je*, pour mieux les faire contraster ; le *on* constitue même sa plus forte spécificité statistique avec le *ça* dans le corpus présidentiel français depuis 1958 (Mayaffre, 2012 ; cf. ici supra Figure 1) et le *je* une autre de ses plus fortes spécificités. La vraie caractéristique énonciative de Sarkozy tient ainsi dans le face-à-face entêté du *on* et *je*, du *je* et du *on*, c'est-à-dire de manière décisive dans les allers-retours entre l'indéfini pluriel et le défini singulier.
- 65 À l'analyse en effet, Sarkozy se singularise (*je*) — et le discours n'a de cesse de construire cette singularité charismatique — d'autant mieux que son discours est peuplé de fantômes à l'identité incertaine (*on*). À propos des mesures gouvernementales contre l'échec scolaire, Sarkozy dialectise son énonciation :

[20] Je suis impressionné du nombre de jeunes qui, à 16 ans, sortent de l'école. Et entre 16 et 18 ans font rien. On ne sait pas où ils sont. J'ai demandé

que l'on constitue un fichier pour que tout jeune sortant de l'école à 16 ans soit obligé d'avoir une formation ou un travail. Parce qu'être deux ans dans la rue à ne rien faire, ça prépare à quoi ? À rien sinon à la délinquance (NS, le 12 juillet 2010, interview télévisée)

- 66 À l'incertitude de la forme énonciative de l'extrait (ces *on* indéfinis ; qui sont ces *on* dans ce passage ?) comme du fond sémantique (« ne pas savoir où ils sont », « ça prépare à quoi ? ») répond la certitude du chef qui exige (« j'ai demandé ») et prend des décisions fermes (création d'un fichier, obligation d'avoir une formation ou un travail). À propos de l'immigration et de la politique d'intégration :

[21] Il est quand même invraisemblable que des jeunes gens de la deuxième, voire de la troisième génération se sentent moins Français que leurs parents ou leurs grands-parents. [...] Pourquoi ne le dit-on pas ? On a peur ? Moi ce n'est pas de faire le constat qui me fait peur, c'est la réalité. (NS, le 30 juillet 2010, discours à Grenoble)

- 67 Ici, c'est le *moi* tonique et viril du locuteur — plus fort encore qu'un *je* — qui répond aux *on* incertains et lâches de ceux qui n'osent pas parler (et, en l'occurrence, qui semblent ne pas oser s'identifier, là où c'est l'orateur qui, précisément, ne les définit pas). Plus complice avec l'auditoire, il faut citer ce morceau de bravoure rhétorique tiré de la campagne électorale 2007 :

[22] On vous a souvent trompés. Je le sais. On vous a parfois menti. Je le sais. On vous a même trahis. Je le sais. Et pourtant vous êtes là ! (NS, 20 mars 2007)

Un *on*, indéfini et menaçant, défie le *vous* du public avant que le *je* de Sarkozy ne le soulage. Et le candidat de préciser dans la suite :

[23] « Vous êtes là [...] parce que vous ne voulez plus que l'on vous trompe, vous ne voulez plus que l'on vous mente, vous ne voulez plus que l'on vous trahisse. [...] Vous êtes là, parce que vous avez compris que je ne vous tromperais pas, que je ne vous mentirais pas, que je ne vous trahirais pas (*ibid*).

Et notre dernier exemple sera ironique et souligne toute l'habileté démagogique du phénomène :

[24] Je n'ai pas menti pendant la campagne, je n'ai pas menti depuis la campagne, et j'assume. Alors je comprends que c'est curieux en France parce qu'on n'assume pas quand on fait partie des élites françaises en général, c'est même la marque de fabrique. On se réfugie derrière la pensée unique, tous, comme des moutons, on pense la même chose au même moment. Moi, j'essaye d'assumer. (NS, le 8 janvier 2008, conférence de presse)

- 68 Sarkozy accuse ainsi lui-même ce *on* qu'il surutilise des maux que l'analyste lui prête, à savoir son imprécision et sa valeur doxique. Ici et comme souvent, les *je*, *mon*, *moi* sans retenue de Sarkozy (6 dans le passage) s'opposent, en communion avec le peuple, aux « élites en général » qui se masqueraient derrière des *on*, que Sarkozy dénonce comme l'instrument de la « pensée unique ». Empli de *on* jusqu'à saturation (4 dans le passage, des milliers dans le corpus), surfant lui-même sur les idées communes, sur les on-dit, les qu'en-dira-t-on ou les « on est bien d'accord », le discours de Sarkozy dénonce donc, avec l'air du temps, ces « on pense tous la même chose au même moment ». Sarkozy se singularise voire construit son autorité charismatique (*je*, *moi*) en faisant son miel des idées reçues majoritaires (« la pensée unique nous menace ») et utilise la force du « on

pense » de la foule pour dénoncer les « on pense » des élites. Quand le démagogue dénonce la démagogie, tout devient affaire d'appréciation : celle que l'auditoire donnera à la valeur des *on* parfois inclusifs parfois exclusifs, parfois complices, parfois adverses, toujours à définir, toujours sous-entendus, en correspondance avec « la doxa ou la voix publique » dont Sarkozy se fait la caisse de résonance.

Conclusion

- 69 Loin d'être réservé à quelques noms emblématiques du discours comme « révolution », « liberté », « capitalisme » ou « nation », le combat politique s'engage aussi, avec force, dans l'usage que fait le locuteur des pronoms.
- 70 Cette contribution a ainsi essayé de montrer que derrière les choix pronominaux, c'est-à-dire la tonalité énonciative élémentaire et fondamentale des discours, se réalise une vision du monde, du pouvoir et de l'autre, riche d'enseignement politique ou idéologique.
- 71 C'est évidemment d'abord dans la tension entre le singulier et le pluriel de P1 et de P4 que l'orateur se donne les moyens de pencher soit du côté de l'autorité incarnée soit du côté de la représentativité, ou au contraire soit du côté de l'expression collective et démocratique soit du côté de l'égotisme et du césarisme.
- 72 C'est ensuite dans l'élargissement ou la restriction *ad hoc* de l'empan du *nous* que se jouent des phénomènes d'inclusion, pour mieux dire son identité politique, en cercle dé-concentrique, du parti étroit jusqu'à la nation ou jusqu'à l'Europe élargies ; à défaut d'envisager un *nous* totalement universel, rare dans nos corpus.
- 73 Enfin, c'est de manière plus subtile dans la confrontation entre un *nous* identifié avec un *on* indéfini (et avec un *eux* et un *ils*) que les pronoms jouent de l'ambiguïté, excluent autant qu'ils rassemblent, définissent autant qu'ils invisibilisent, disent autant qu'ils sous-entendent ; ils interrogent ainsi fondamentalement le présupposé de la consensualité du discours politique qui, à l'usage, n'exprime pas seulement le vivre ensemble (performer l'unanimité), mais affirme le positionnement contre (préparer au combat)¹.

NOTES

1. Les références bibliographiques de l'article sont consultables dans la bibliographie générale du numéro.

RÉSUMÉS

Appuyée sur un important corpus de discours politiques français contemporains (Macron, Sarkozy, Le Pen), cette contribution analyse l'usage et la fonction du *nous* en concurrence d'une part avec le *je*, d'autre part avec le *on*. Si le discours politique sous la V^e République se doit d'énoncer le collectif (*nous*), il doit également construire l'image charismatique du chef (*je*). Si le discours doit fermement définir les contours consensuels du groupe (*nous*), il peut également servir l'expression plus problématique de la foule (*on*). En d'autres termes, une double menace pèse sur le *nous* démocratique, celle d'un *je* autocrate et celle des *on-dit* populistes.

Based on a large corpus of contemporary French political speeches (Macron, Sarkozy, Le Pen), this contribution analyses the use and function of the *nous* in competition with the *je* and the *on*. If political discourse under the Fifth Republic has to state the collective (*nous*), it also has to build the charismatic image of the leader (*je*). While the discourse must firmly define the consensual contours of the group (*nous*), it can also serve the more problematic expression of the crowd (*nous*). In other words, the democratic *nous* is under a double threat, that of an autocratic *I* and that of populist hearsay.

INDEX

Mots-clés : nous, discours politique, universel, discours partisan, analyse du discours

Keywords : we, political discourse, universal, partisan discourse, discourse analysis

AUTEURS

CAMILLE BOUZEREAU

Université Nice Côte d'Azur, Laboratoire Bases Corpus Langage (UMR 7320)

DAMON MAYAFFRE

Université Nice Côte d'Azur, Laboratoire Bases Corpus Langage (UMR 7320)